

COUR CONSTITUTIONNELLE

F. 2007 — 4300

[2007/203238]

Extrait de l'arrêt n° 132/2007 du 17 octobre 2007

Numéro du rôle : 4209

En cause : le recours en annulation de l'article 124, à titre principal, et de l'article 136, à titre subsidiaire, du décret de la Communauté française du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, introduit par Claire Meynaert et l'ASBL « Comité scolaire Singelijn ».

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents M. Melchior et M. Bossuyt, des juges P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke et J. Spreutels, et, conformément à l'article 60bis de la loi spéciale du 6 janvier 1989, du président émérite A. Arts, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 29 mai 2007 et parvenue au greffe le 30 mai 2007, un recours en annulation de l'article 124, à titre principal, et de l'article 136, à titre subsidiaire, du décret de la Communauté française du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs (publié au *Moniteur belge* du 15 mai 2007) a été introduit par Claire Meynaert, demeurant à 1200 Bruxelles, rue de la Rive 76, et l'ASBL « Comité scolaire Singelijn », dont le siège social est établi à 1200 Bruxelles, avenue Chapelle-aux-Champs 67.

La demande de suspension des mêmes dispositions décrétales, introduite par les mêmes parties requérantes, a été accueillie par l'arrêt n° 106/2007 du 19 juillet 2007, publié au *Moniteur belge* du 23 juillet 2007.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux dispositions en cause

B.1.1. L'article 124 du décret de la Communauté française du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs dispose :

« Dans l'enseignement subventionné, une école n'est admise aux subventions que si le membre du personnel qui en assume la direction au sens de l'article 2 du présent décret est un membre du personnel subsidié et rémunéré par une subvention-traitement ».

B.1.2. L'article 136 du même décret dispose :

« § 1^{er}. Par dérogation aux dispositions du présent décret, le membre du personnel engagé à titre temporaire avant l'entrée en vigueur du présent décret dans l'enseignement libre subventionné dans une fonction de directeur au sens de l'article 2, § 1^{er}, 1^o, en vertu des conditions d'engagement à titre temporaire pour la fonction considérée qui étaient en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret, qui compte dans cette dernière une ancienneté de fonction de 720 jours au moins acquise dans l'enseignement de plein exercice et/ou dans l'enseignement de promotion sociale à la date d'entrée en vigueur du présent décret, est engagé à titre définitif dans l'emploi qu'il occupe dès qu'il remplit les conditions d'engagement à titre définitif pour la fonction considérée qui étaient en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret.

§ 2. Par dérogation aux dispositions du décret du 1^{er} février 1993 précité, telles que modifiées par le présent décret, le membre du personnel engagé à titre temporaire avant l'entrée en vigueur du présent décret dans l'enseignement libre subventionné dans une fonction de sélection avant l'entrée en vigueur du présent décret, en vertu des conditions d'engagement à titre temporaire pour la fonction considérée qui étaient en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret, qui compte dans cette dernière une ancienneté de fonction de 720 jours au moins à la date d'entrée en vigueur du présent décret, est engagé à titre définitif dans l'emploi qu'il occupe dès qu'il remplit les conditions d'engagement à titre définitif pour la fonction considérée qui étaient en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Pour la fonction de chef d'atelier dans l'enseignement de promotion sociale le membre du personnel visé à l'alinéa qui précède bénéficie également de cette disposition s'il répond aux conditions de titre visées à l'article 101 du présent décret.

Par dérogation aux dispositions du décret du 1^{er} février 1993 précité, telles que modifiées par le présent décret, le membre du personnel engagé à titre temporaire avant l'entrée en vigueur du présent décret dans l'enseignement libre subventionné dans une fonction de promotion autre que celle de directeur au sens de l'article 2, § 1^{er}, 1^o, en vertu des conditions d'engagement à titre temporaire pour la fonction considérée qui étaient en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret, qui compte dans cette dernière une ancienneté de fonction de 720 jours au moins à la date d'entrée en vigueur du présent décret, est engagé à titre définitif dans l'emploi qu'il occupe dès qu'il remplit les conditions d'engagement à titre définitif pour la fonction considérée qui étaient en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret ».

B.1.3. En application de l'article 141 du même décret, les dispositions précitées entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2007.

B.1.4. Par l'arrêt n° 106/2007 du 19 juillet 2007, la Cour a suspendu l'article 124 précité.

Quant à l'intérêt des parties requérantes

B.2.1. La première partie requérante est directrice de l'école fondamentale Singelijn. Elle ne fait pas partie du personnel subsidié et est rémunérée sur fonds propres par l'école. La deuxième partie requérante est l'ASBL « Comité scolaire Singelijn », pouvoir organisateur de l'école fondamentale Singelijn, qui relève du réseau de l'enseignement libre non confessionnel et est subventionnée par la Communauté française.

B.2.2. Les dispositions en cause lient le subventionnement des écoles qui appartiennent au réseau subventionné à la condition que le directeur de l'école soit membre du personnel « subsidié et rémunéré par une subvention-traitement ». Elles ne comportent aucune mesure transitoire qui concernerait la situation des directeurs qui exercent leur fonction sans satisfaire à cette condition. Ces dispositions affectent directement et défavorablement aussi bien la situation de la directrice de l'école fondamentale Singelijn que celle de l'ASBL qui en constitue le pouvoir organisateur.

*Quant au fond**En ce qui concerne le premier moyen*

B.3. Par leur premier moyen, les parties requérantes font grief à l'article 124 du décret attaqué de violer les articles 10, 11 et 24, § 1^{er}, de la Constitution en ce que, en prévoyant qu'une école n'est admise aux subventions que si le membre du personnel qui en assume la direction est un membre du personnel subsidié et rémunéré par une subvention-traitement, cet article 124 porterait une atteinte essentielle à la liberté d'enseignement garantie par l'article 24, § 1^{er}, de la Constitution (première branche); elles reprochent également à l'article 124, en ce qu'il dispose que l'école dirigée par une personne qui ne satisfait pas à la condition précitée ne peut être admise aux subventions, de prévoir une sanction qui n'est pas raisonnablement proportionnée au but visé (seconde branche).

B.4.1. La liberté d'enseignement définie à l'article 24, § 1^{er}, de la Constitution suppose que les pouvoirs organisateurs qui ne relèvent pas directement de la communauté puissent, sous certaines conditions, prétendre à des subventions à charge de celle-ci. Le droit aux subventions est limité, d'une part, par la possibilité pour la communauté de lier celles-ci à des exigences tenant à l'intérêt général, entre autres celles d'un enseignement de qualité et du respect de normes de population scolaire, et, d'autre part, par la nécessité de répartir les moyens financiers disponibles entre les diverses missions de la communauté. La liberté d'enseignement connaît dès lors des limites et n'empêche pas que le législateur décréte impose des conditions de financement et d'octroi de subventions qui restreignent l'exercice de cette liberté. De telles mesures ne sauraient être considérées en tant que telles comme une atteinte à la liberté d'enseignement. Il en irait autrement s'il devait apparaître que les limitations concrètes qu'elles apportent à cette liberté ne sont pas adéquates à l'objectif poursuivi ou sont disproportionnées par rapport à celui-ci.

B.4.2. La liberté d'enseignement implique la liberté, pour le pouvoir organisateur, de choisir le personnel qui sera chargé de mener à bien la réalisation des objectifs pédagogiques propres qu'il s'est fixés. Elle ne s'oppose pas à ce que le législateur compétent y apporte des restrictions, en vue notamment de garantir la qualité de l'enseignement, à condition qu'elles soient raisonnablement justifiées et proportionnées au but et aux effets de la mesure.

B.5. En adoptant le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, le législateur décréte entendait « faire entrer la fonction du directeur dans la modernité, en lui donnant, tant sur le plan de l'intérêt général que sur le plan personnel, la reconnaissance et les moyens liés à sa spécificité », et en l'encadrant d'un « statut spécifique et adéquat » qui faisait défaut auparavant (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2006-2007, n° 339/1, p. 7).

B.6.1. Le législateur décréte peut, en vue d'assurer la qualité de l'enseignement bénéficiant d'un financement public, exiger que le directeur de l'établissement dispose de certaines capacités, qualifications ou formations garantissant qu'il possède les qualités requises pour cette charge, de même qu'il peut sanctionner la méconnaissance de cette exigence.

B.6.2. Il relève du pouvoir d'appréciation du législateur décréte de déterminer quels sont les titres de capacité requis. En disposant qu'un directeur doit appartenir au personnel rémunéré par une subvention-traitement, le décret attaqué vise le membre du personnel qui est porteur d'un des titres de capacité exigés par le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, en l'espèce, le titre d'instituteur.

Un tel choix n'est pas manifestement déraisonnable puisqu'il incite les pouvoirs organisateurs à confier les tâches de direction à des personnes qui, tant par le diplôme qu'elles ont obtenu que par les fonctions que ce diplôme leur a permis d'exercer, peuvent être présumées avoir les connaissances et l'expérience requises pour diriger une école.

B.6.3. En revanche, en sanctionnant la méconnaissance de cette condition par la privation des subventions pour l'école, le législateur décréte a pris une mesure qui n'est pas raisonnablement proportionnée à l'objectif qu'il poursuit.

B.7. Le premier moyen, en sa seconde branche, est fondé.

En ce qui concerne le second moyen

B.8.1. Par leur second moyen, les parties requérantes reprochent à l'article 136 du même décret de violer les articles 10, 11, 23, alinéa 3, 1^o, et 24, § 4, de la Constitution, le cas échéant combinés avec le principe de sécurité juridique, en ce que, tout en réglant la situation de certains directeurs de l'enseignement subventionné ayant au moins 720 jours d'ancienneté, il ne prévoit pas de mesure permettant aux directeurs en fonction au jour de l'entrée en vigueur du décret, qui ne sont pas membres du personnel subsidié et qui bénéficient de la même ancienneté, de conserver leur emploi dans la fonction de directeur qu'ils occupent, sans que l'école qu'ils dirigent soit privée de toute subvention.

B.8.2. En rendant applicable dès le 1^{er} septembre 2007 la condition inscrite à l'article 124 du décret attaqué sans prévoir de mesure transitoire au profit des écoles qui, comme c'est le cas de la deuxième requérante, sont dirigées par une personne qui ne satisfait pas à cette condition, alors que l'article 136 du décret a prévu des mesures transitoires pour d'autres directeurs, le décret attaqué établit une différence de traitement qui n'est pas raisonnablement justifiée au détriment de la catégorie de directeurs à laquelle appartient la première requérante.

B.8.3. Toutefois, l'article 124 devant être annulé pour les raisons exposées en B.6.3, la demande, formulée à titre subsidiaire, d'annulation de l'article 136 du décret attaqué, est devenue sans objet.

Par ces motifs,

la Cour

annule l'article 124 du décret de la Communauté française du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, à l'audience publique du 17 octobre 2007.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux.

Le président,

M. Melchior.

GRONDWETTELIJK HOF

N. 2007 — 4300

[2007/203238]

Uittreksel uit arrest nr. 132/2007 van 17 oktober 2007

Rolnummer 4209

In zake: het beroep tot vernietiging van artikel 124, in hoofdorde, en artikel 136, in ondergeschikte orde, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, ingesteld door Claire Meynaert en de VZW « Comité scolaire Singelijn ».

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en M. Bossuyt, de rechters P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke en J. Spreutels, en, overeenkomstig artikel 60bis van de bijzondere wet van 6 januari 1989, emeritus voorzitter A. Arfs, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest:

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 29 mei 2007 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 30 mei 2007, is beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 124, in hoofdorde, en artikel 136, in ondergeschikte orde, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 15 mei 2007) door Claire Meynaert, wonende te 1200 Brussel, Oeverstraat 76, en de VZW « Comité scolaire Singelijn », met maatschappelijke zetel te 1200 Brussel, Veldkapellaan 67.

De vordering tot schorsing van dezelfde decretale bepalingen, ingediend door dezelfde verzoekende partijen, is ingewilligd bij het arrest nr. 106/2007 van 19 juli 2007, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 23 juli 2007.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de in het geding zijnde bepalingen

B.1.1. Artikel 124 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs bepaalt:

« In het gesubsidieerd onderwijs komt een school slechts in aanmerking voor subsidies als het personeelslid dat daarvan de leiding heeft in de zin van artikel 2 van dit decreet, een personeelslid is dat gesubsidieerd en bezoldigd wordt door een weddesubsidie ».

B.1.2. Artikel 136 van hetzelfde decreet bepaalt:

« § 1. In afwijking van de bepalingen van dit decreet, wordt het personeelslid dat tijdelijk aangesteld wordt vóór de inwerkingtreding van dit decreet in het gesubsidieerd vrij onderwijs in een ambt van directeur in de zin van artikel 2, § 1, 1^o, krachtens de voorwaarden voor de tijdelijke aanwerving voor het betrokken ambt die van kracht waren vóór de inwerkingtreding van dit decreet, dat in dit laatste een ambtsanciënniteit van ten minste 720 dagen telt, verworven in het onderwijs met volledig leerplan en/of in het onderwijs voor sociale promotie op de datum van de inwerkingtreding van dit decreet, in vast verband aangeworven in de betrekking die het bekleedt zodra het de voorwaarden voor de aanwerving in vast verband vervult voor het betrokken ambt die van kracht waren vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

§ 2. In afwijking van de bepalingen van het voornoemde decreet van 1 februari 1993, zoals gewijzigd bij dit decreet, wordt het personeelslid dat tijdelijk wordt aangeworven vóór de inwerkingtreding van dit decreet in het gesubsidieerd vrij onderwijs in een selectieambt vóór de inwerkingtreding van dit decreet, overeenkomstig de voorwaarden voor de tijdelijke aanwerving voor het betrokken ambt die van kracht waren vóór de inwerkingtreding van dit decreet, dat in dit laatste een ambtsanciënniteit van ten minste 720 dagen telt op de datum van de inwerkingtreding van dit decreet, aangeworven in vast verband in de betrekking die het bekleedt zodra het de voorwaarden vervult voor de vaste aanwerving voor het betrokken ambt die van kracht waren vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

Voor het ambt van werkleider in het onderwijs voor sociale promotie komt het personeelslid bedoeld in het lid dat voorafgaat ook in aanmerking voor deze bepaling indien het de voorwaarden voor het bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 101 van dit decreet vervult.

In afwijking van de bepalingen van het voornoemde decreet van 1 februari 1993, zoals gewijzigd bij dit decreet, wordt het personeelslid dat tijdelijk aangesteld wordt vóór de inwerkingtreding van dit decreet in het gesubsidieerd vrij onderwijs in een ander bevorderingsambt dan dit van directeur in de zin van artikel 2, § 1, 1^o, overeenkomstig de voorwaarden voor de tijdelijke aanwerving voor het betrokken ambt die van kracht waren vóór de inwerkingtreding van dit decreet, dat in dit laatste een ambtsanciënniteit van ten minste 720 dagen telt op de datum van de inwerkingtreding van dit decreet, in vast verband aangeworven in de betrekking die het bekleedt zodra het de voorwaarden vervult voor de vaste aanwerving voor het betrokken ambt die van kracht waren vóór de inwerkingtreding van dit decreet ».

B.1.3. Met toepassing van artikel 141 van hetzelfde decreet treden de voormelde bepalingen in werking op 1 september 2007.

B.1.4. Bij het arrest nr. 106/2007 van 19 juli 2007 heeft het Hof het voormelde artikel 124 geschorst.

Ten aanzien van het belang van de verzoekende partijen

B.2.1. De eerste verzoekende partij is directrice van de basisschool Singelijn. Zij behoort niet tot het gesubsidieerde personeel en wordt door de school bezoldigd met eigen middelen. De tweede verzoekende partij is de VZW « Comité scolaire Singelijn », de inrichtende macht van de basisschool Singelijn, die tot het net van het niet-confessioneel vrij onderwijs behoort en door de Franse Gemeenschap wordt gesubsidieerd.

B.2.2. De in het geding zijnde bepalingen verbinden de subsidiëring van de scholen die tot het gesubsidieerde net behoren, aan de voorwaarde dat de directeur van de school een personeelslid is dat wordt « gesubsidieerd en bezoldigd door een weddesubsidie ». Zij bevatten geen enkele overgangsmaatregel die betrekking zou hebben op de situatie van de directeurs die hun functie zouden uitoefenen zonder aan die voorwaarde te voldoen. Die bepalingen raken rechtstreeks en ongunstig de situatie van de directrice van de basisschool Singelijn en ook die van de VZW die daarvan de inrichtende macht vormt.

*Ten gronde**Wat het eerste middel betreft*

B.3. In hun eerste middel klagen de verzoekende partijen aan dat artikel 124 van het bestreden decreet de artikelen 10, 11 en 24, § 1, van de Grondwet schendt doordat, door te bepalen dat een school slechts voor subsidies in aanmerking komt als het personeelslid dat daarvan de leiding heeft, een personeelslid is dat wordt gesubsidieerd en bezoldigd door een weddesubsidie, het vermelde artikel 124 een wezenlijke inbreuk zou maken op de vrijheid van onderwijs die bij artikel 24, § 1, van de Grondwet wordt gewaarborgd (eerste onderdeel); zij klagen ook aan dat artikel 124, doordat het bepaalt dat de school die wordt geleid door een persoon die niet aan de voormelde voorwaarde voldoet, niet in aanmerking kan komen voor subsidies, voorziet in een sanctie die niet redelijkerwijze evenredig is met het nagestreefde doel (tweede onderdeel).

B.4.1. De in artikel 24, § 1, van de Grondwet gedefinieerde onderwijsvrijheid veronderstelt dat de inrichtende machten die niet rechtstreeks van de gemeenschap afhangen, onder bepaalde voorwaarden aanspraak kunnen maken op subsidiëring vanwege de gemeenschap. Het recht op subsidiëring wordt beperkt, enerzijds, door de mogelijkheid voor de gemeenschap om de subsidies te verbinden aan vereisten die te maken hebben met het algemeen belang, onder andere die van een kwaliteitsonderwijs en de inachtneming van normen in verband met de schoolbevolking en, anderzijds, door de noodzaak om de beschikbare financiële middelen te verdelen onder de verschillende opdrachten van de gemeenschap. De vrijheid van onderwijs kent bijgevolg beperkingen en verhindert niet dat de decreetgever voorwaarden van financiering en subsidiëring oplegt die de uitoefening van die vrijheid beperken. Dergelijke maatregelen kunnen als dusdanig niet worden beschouwd als een inbreuk op de vrijheid van onderwijs. Dit zou wel het geval zijn wanneer zou blijken dat de concrete beperkingen die daardoor aan die vrijheid worden gesteld, niet adequaat of onevenredig zouden zijn ten aanzien van het nagestreefde doel.

B.4.2. De vrijheid van onderwijs impliceert de vrijheid, voor de inrichtende macht, om het personeel te kiezen dat wordt tewerkgesteld met het oog op de verwezenlijking van de eigen onderwijsdoelstellingen. Zij verzet zich er niet tegen dat de bevoegde wetgever daaraan beperkingen aanbrengt, met name om de kwaliteit van het onderwijs te waarborgen, op voorwaarde dat die beperkingen redelijkerwijze verantwoord en evenredig zijn met het doel en de gevolgen van de maatregel.

B.5. Met de aanneming van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, wilde de decreetgever « de functie van directeur in een modern kleedje steken door hem, zowel op het vlak van het algemeen belang als op persoonlijk vlak, de aan het specifieke karakter van die functie verbonden erkenning en middelen te geven », door hem te voorzien van een « specifiek en adequaat statuut » dat voordien ontbrak (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2006-2007, nr. 339/1, p. 7).

B.6.1. De decreetgever kan, teneinde de kwaliteit van het onderwijs dat openbare financiering geniet te waarborgen, eisen dat de directeur van de inrichting over bepaalde bekwaamheden, kwalificaties of opleidingen beschikt die waarborgen dat hij de voor dat ambt vereiste kwaliteiten heeft, net zoals hij bij niet-inachtneming van die vereiste in sancties kan voorzien.

B.6.2. Het behoort tot de beoordelingsbevoegdheid van de decreetgever te bepalen welke bekwaamheidsbewijzen vereist zijn. Doordat het bestreden decreet bepaalt dat een directeur tot het met een weddesubsidie bezoldigde personeel moet behoren, beoogt het het personeelslid dat houder is van één van de bekwaamheidsbewijzen vereist bij het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, te dezen, het bewijs van onderwijzer.

Een dergelijke keuze is niet kennelijk onredelijk vermits zij de inrichtende machten ertoe aanzet de directietaken toe te vertrouwen aan personen die, zowel door het diploma dat zij hebben verkregen als door de functies die zij dankzij dat diploma hebben kunnen uitoefenen, geacht kunnen worden de vereiste kennis en ervaring te bezitten om een school te leiden.

B.6.3. Wanneer de decreetgever daarentegen de niet-ervulling van die voorwaarde bestraft door het ontzeggen van de subsidies voor de school, heeft hij een maatregel genomen die niet kennelijk evenredig is met het door hem nagestreefde doel.

B.7. Het tweede onderdeel van het eerste middel is gegrond.

Wat het tweede middel betreft

B.8.1. Met hun tweede middel verwijten de verzoekende partijen artikel 136 van hetzelfde decreet dat het de artikelen 10, 11, 23, derde lid, 1^o, en 24, § 4, van de Grondwet schendt, in voorkomend geval in samenhang gelezen met het beginsel van rechtszekerheid, doordat het, terwijl het de situatie regelt van sommige directeurs van het gesubsidieerde onderwijs met ten minste 720 dagen anciënniteit, niet in een maatregel voorziet dankzij welke de op de dag van de inwerkingtreding van het decreet in functie zijnde directeurs die geen gesubsidieerde personeelsleden zijn en die dezelfde anciënniteit genieten, hun betrekking in de door hen beklede functie van directeur kunnen behouden zonder dat de school die zij leiden elke subsidie wordt ontzegd.

B.8.2. Door de voorwaarde vermeld in artikel 124 van het bestreden decreet toepasbaar te maken vanaf 1 september 2007, zonder in een overgangsmaatregel te voorzien ten voordele van de scholen die, zoals dat het geval is voor de tweede verzoekende partij, worden geleid door een persoon die niet voldoet aan die voorwaarde, terwijl artikel 136 van het decreet heeft voorzien in overgangsmaatregelen voor andere directeurs, brengt het bestreden decreet een niet redelijk verantwoord verschil in behandeling teweeg ten nadele van de categorie van directeurs waartoe de eerste verzoekende partij behoort.

B.8.3. Vermits artikel 124 moet worden vernietigd om de in B.6.3 uiteengezette redenen, is de in ondergeschikte orde geformuleerde vordering tot vernietiging van artikel 136 van het bestreden decreet evenwel zonder voorwerp geworden.

Om die redenen,

het Hof

vernietigt artikel 124 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989, op de openbare terechtzitting van 17 oktober 2007.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,

M. Melchior.

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

D. 2007 — 4300

[2007/203238]

Auszug aus dem Urteil Nr. 132/2007 vom 17. Oktober 2007

Geschäftsverzeichnisnummer 4209

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 124 - hauptsächlich - und Artikel 136 - hilfsweise - des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 2. Februar 2007 zur Festlegung der Rechtsstellung der Schulleiter, erhoben von Claire Meynaert und der VoG «Comité scolaire Singelijn».

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und M. Bossuyt, den Richtern P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke und J. Spreutels, und dem emeritierten Vorsitzenden A. Arts gemäß Artikel 60bis des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 29. Mai 2007 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 30. Mai 2007 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 124 - hauptsächlich - und Artikel 136 - hilfsweise - des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 2. Februar 2007 zur Festlegung der Rechtsstellung der Schulleiter (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 15. Mai 2007): Claire Meynaert, wohnhaft in 1200 Brüssel, rue de la Rive 76, und die VoG «Comité scolaire Singelijn», mit Vereinigungssitz in 1200 Brüssel, avenue Chapelle-aux-Champs 67.

Der von denselben klagenden Parteien erhobene Klage auf einstweilige Aufhebung derselben Dekretsbestimmungen wurde durch Urteil Nr. 106/2007 vom 19. Juli 2007, das im *Belgischen Staatsblatt* vom 23. Juli 2007 veröffentlicht wurde, stattgegeben.

(...)

II. In rechtlicher Beziehung

(...)

In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen

B.1.1. Artikel 124 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 2. Februar 2007 zur Festlegung der Rechtsstellung der Schulleiter bestimmt:

«Im subventionierten Unterrichtswesen kann eine Schule nur dann Subventionen erhalten, wenn das Personalmitglied, das mit ihrer Leitung im Sinne von Artikel 2 des vorliegenden Dekret betraut ist, Mitglied des subventionierten und durch eine Gehaltssubvention entlohnten Personals ist».

B.1.2. Artikel 136 desselben Dekrets bestimmt:

«§ 1. In Abweichung von den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets wird ein Personalmitglied, das vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets im subventionierten freien Unterrichtswesen in einem Amt als Schulleiter im Sinne von Artikel 2 § 1 Nr. 1 aufgrund der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets geltenden Bedingungen für die zeitweilige Anstellung im betreffenden Amt zeitweilig angestellt wurde und in diesem Amt am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets ein im Vollzeitunterricht und/oder im Weiterbildungsunterricht erworbenes Amtsalter von mindestens 720 Tagen aufweist, in der von ihm besetzten Stelle endgültig ernannt, sobald es die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets geltenden Bedingungen für die endgültige Anstellung im betreffenden Amt erfüllt.

§ 2. In Abweichung von den Bestimmungen des vorerwähnten Dekrets vom 1. Februar 1993 in der durch das vorliegende Dekret abgeänderten Fassung wird ein Personalmitglied, das vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets im subventionierten freien Unterrichtswesen in einem Auswahlamt aufgrund der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets geltenden Bedingungen für die zeitweilige Anstellung im betreffenden Amt zeitweilig angestellt wurde und in diesem Amt am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets ein Amtsalter von mindestens 720 Tagen aufweist, in der von ihm besetzten Stelle endgültig ernannt, sobald es die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets geltenden Bedingungen für die endgültige Anstellung im betreffenden Amt erfüllt.

Für das Amt als Werkstatteleiter im Weiterbildungsunterricht genießt das im vorstehenden Absatz erwähnte Personalmitglied ebenfalls die Anwendung dieser Bestimmung, wenn es die Befähigungsbedingungen im Sinne von Artikel 101 des vorliegenden Dekrets erfüllt.

In Abweichung von den Bestimmungen des vorerwähnten Dekrets vom 1. Februar 1993 in der durch das vorliegende Dekret abgeänderten Fassung wird ein Personalmitglied, das vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets im subventionierten freien Unterrichtswesen in einem anderen Beförderungsamte als demjenigen eines Schulleiters im Sinne von Artikel 2 § 1 Nr. 1 aufgrund der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets geltenden Bedingungen für die zeitweilige Anstellung im betreffenden Amt zeitweilig angestellt wurde und in diesem Amt am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets ein Amtsalter von mindestens 720 Tagen aufweist, in der von ihm besetzten Stelle endgültig ernannt, sobald es die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets geltenden Bedingungen für die endgültige Anstellung im betreffenden Amt erfüllt».

B.1.3. In Anwendung von Artikel 141 desselben Dekrets treten die vorerwähnten Bestimmungen am 1. September 2007 in Kraft.

B.1.4. In seinem Urteil Nr. 106/2007 vom 19. Juli 2007 hat der Hof den vorerwähnten Artikel 124 einstweilig aufgehoben.

In Bezug auf das Interesse der klagenden Parteien

B.2.1. Die erste klagende Partei ist Schulleiterin der Grundschule Singelijn. Sie gehört nicht dem subventionierten Personal an und wird aus den Eigenmitteln der Schule entlohnt. Die zweite klagende Partei ist die VoG «Comité scolaire Singelijn», Organisationsträgerin der Grundschule Singelijn, die dem Netz des nichtkonfessionellen freien Unterrichtswesens angehört und von der Französischen Gemeinschaft subventioniert wird.

B.2.2. Die fraglichen Bestimmungen machen die Subventionierung der dem subventionierten Netz angehörenden Schulen von der Bedingung abhängig, dass der Schulleiter ein Mitglied des «subventionierten und durch eine Gehaltssubvention entlohnten» Personals ist. Sie enthalten keinerlei Übergangsmaßnahmen bezüglich der Situation jener Schulleiter, die ihr Amt ausüben würden, ohne diese Bedingung zu erfüllen. Diese Bestimmungen betreffen die Situation der Schulleiterin der Grundschule Singelijn sowie diejenige der VoG, die deren Organisationsträgerin ist, unmittelbar und in ungünstigem Sinne.

Zur Hauptsache

In Bezug auf den ersten Klagegrund

B.3. In ihrem ersten Klagegrund werfen die klagenden Parteien Artikel 124 des angefochtenen Dekrets vor, er verstoße gegen die Artikel 10, 11 und 24 § 1 der Verfassung, indem er dadurch, dass er bestimme, dass eine Schule nur dann Subventionen erhalten könne, wenn das Personalmitglied, das mit ihrer Leitung betraut sei, Mitglied des subventionierten und durch eine Gehaltssubvention entlohnten Personals sei, die in Artikel 24 § 1 der Verfassung gewährleistete Unterrichtsfreiheit wesentlich beeinträchtige (erster Teil); sie werfen Artikel 124 ebenfalls vor, dass er dadurch, dass er vorsehe, dass eine Schule, die von einer Person geleitet werde, die die vorerwähnte Bedingung nicht erfülle, keine Subventionen erhalten könne, eine Sanktion vorschreibe, die in keinem vernünftigen Verhältnis zur verfolgten Zielsetzung stehe (zweiter Teil).

B.4.1. Die in Artikel 24 § 1 der Verfassung definierte Unterrichtsfreiheit setzt voraus, dass die Organisationsträger, die nicht direkt der Gemeinschaft unterstehen, unter gewissen Bedingungen Subventionen zu Lasten der Gemeinschaft beanspruchen können. Das Recht auf Subventionen ist einerseits begrenzt durch die Möglichkeit der Gemeinschaft, diese mit Erfordernissen des Gemeinwohls, darunter diejenigen eines qualitativ hochwertigen Unterrichts und der Einhaltung von Normen der Schulbevölkerung, zu verbinden, und andererseits durch die Notwendigkeit, die verfügbaren finanziellen Mittel auf die verschiedenen Aufgaben der Gemeinschaft zu verteilen. Die Unterrichtsfreiheit ist daher begrenzt und verhindert nicht, dass der Dekretgeber Bedingungen für die Finanzierung und für die Gewährung von Subventionen auferlegt, mit denen die Ausübung dieser Freiheit begrenzt wird. Derartige Maßnahmen können als solche nicht als eine Verletzung der Unterrichtsfreiheit betrachtet werden. Es wäre anders, wenn sich herausstellen sollte, dass konkrete Einschränkungen dieser Freiheit nicht der Zielsetzung entsprechen und nicht im Verhältnis zu ihr stehen würden.

B.4.2. Die Unterrichtsfreiheit setzt für den Organisationsträger die Freiheit voraus, das Personal zu wählen, das damit beauftragt wird, die Verwirklichung der eigenen pädagogischen Ziele, die er sich gesetzt hat, erfolgreich durchzuführen. Sie verhindert nicht, dass der zuständige Gesetzgeber sie Einschränkungen unterwirft, insbesondere im Hinblick auf die Gewährleistung der Qualität des Unterrichts, vorausgesetzt, dass sie vernünftig gerechtfertigt sind und im Verhältnis zum Zweck und zu den Folgen der ergriffenen Maßnahme stehen.

B.5. Mit der Annahme des Dekrets vom 2. Februar 2007 zur Festlegung der Rechtsstellung der Schulleiter wollte der Dekretgeber «das Amt des Schulleiters modernisieren, indem ihm sowohl auf der Ebene des allgemeinen Interesses als auch auf persönlicher Ebene die Anerkennung und die Mittel, die mit seiner Eigenart verbunden sind, verliehen werden», wobei der Schulleiter ein «spezifisches und angemessenes Statut erhält», das es vorher nicht gab (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2006-2007, Nr. 339/1, S. 7).

B.6.1. Um die Qualität des mit öffentlichen Mitteln finanzierten Unterrichts zu gewährleisten, kann der Dekretgeber vorschreiben, dass der Leiter der Lehranstalt über bestimmte Fähigkeiten, Qualifikationen oder Ausbildungen verfügt, die gewährleisten, dass er die für dieses Amt erforderlichen Eigenschaften besitzt, und er kann bei Nichtbeachtung dieses Erfordernisses Sanktionen vorsehen.

B.6.2. Es liegt im Ermessen des Dekretgebers zu bestimmen, welche Befähigungsnachweise erforderlich sind. Indem das angefochtene Dekret bestimmt, dass ein Schulleiter zu dem durch eine Gehaltssubvention entlohnten Personal gehören muss, bezieht es sich auf die Personalmitglieder, die Inhaber von einem der durch das Dekret vom 1. Februar 1993 zur Festlegung des Statuts der Mitglieder des subventionierten Personals des subventionierten freien Unterrichtswesens vorgeschriebenen Befähigungsnachweise sind, im vorliegenden Fall also des Primarschullehrernachweises.

Eine solche Entscheidung ist nicht offensichtlich unvernünftig, weil sie die Organisationsträger dazu veranlasst, die Leitungsaufgaben jenen Personen anzuvertrauen, bei denen sowohl aufgrund des Diploms, das sie erlangt haben, als auch aufgrund der Ämter, die sie durch dieses Diplom haben ausüben können, davon auszugehen ist, dass sie die erforderlichen Kenntnisse und Erfahrung besitzen, um eine Schule zu leiten.

B.6.3. Wenn aber der Dekretgeber die Nichterfüllung dieser Bedingung dadurch sanktioniert, dass der Schule die Subventionen versagt werden, ergreift er eine Maßnahme, die offensichtlich nicht im Verhältnis zu der von ihm verfolgten Zielsetzung steht.

B.7. Der zweite Teil des ersten Klagegrunds ist begründet.

In Bezug auf den zweiten Klagegrund

B.8.1. In ihrem zweiten Klagegrund werfen die klagenden Parteien Artikel 136 desselben Dekrets vor, er verstoße gegen die Artikel 10, 11, 23 Absatz 3 Nr. 1 und 24 § 4 der Verfassung, vorkommendenfalls in Verbindung mit dem Grundsatz der Rechtssicherheit, indem er einerseits die Situation bestimmter Schulleiter des subventionierten Unterrichtswesens mit einem Dienstalter von mindestens 720 Tagen regle, aber andererseits keinerlei Maßnahmen vorsehe, die es den am Tag des Inkrafttretens des Dekrets im Amt befindlichen Schulleitern, die keine Mitglieder des subventionierten Personals seien und die das gleiche Dienstalter hätten, ermöglichen würden, ihre Stelle in dem von ihnen besetzten Amt als Schulleiter zu behalten, ohne dass der von ihnen geleiteten Schule jede Subvention versagt würde.

B.8.2. Indem das angefochtene Dekret die in seinem Artikel 124 erwähnte Bedingung ab dem 1. September 2007 anwendbar macht, ohne eine Übergangsmaßnahme vorzusehen für Schulen, die - wie die zweite klagende Partei - von einer Person geleitet werden, die diese Bedingung nicht erfüllt, während Artikel 136 des Dekrets Übergangsmaßnahmen für andere Schulleiter vorgesehen hat, führt es zu einem nicht vernünftig gerechtfertigten Behandlungsunterschied zuungunsten der Kategorie von Schulleitern, zu der die erste klagende Partei gehört.

B.8.3. Da Artikel 124 aus den in B.6.3 dargelegten Gründen für nichtig zu erklären ist, ist der hilfsweise gestellte Antrag auf Nichtigerklärung von Artikel 136 des angefochtenen Dekrets jedoch gegenstandslos geworden.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erklärt Artikel 124 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 2. Februar 2007 zur Festlegung der Rechtsstellung der Schulleiter für nichtig.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989, in der öffentlichen Sitzung vom 17. Oktober 2007.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,
M. Melchior.